Emanuele PAGANO, *Pro e contro la Repubblica. Cittadini schedati dal governo cisalpino in un'inchiesta politica del 1798 et Enti locali et stato in Italia sotto Napoleone. Repubblica e Regno d'Italia (1802-1814)*

Milan, Unicopli, 2000, 216 p., ISBN 88-400-0649-4, 14,46 € et Rome, Carocci, 2007, 325 p., ISBN 978-88-430-4310-1, 28,50 €.

Maria Pia Donato

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11584>
DOI : 10.4000/ahrf.11584
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009
Pagination : 201-203
ISBN : 978-2-200-92560-4
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Maria Pia Donato, « Emanuele PAGANO, *Pro e contro la Repubblica. Cittadini schedati dal governo cisalpino in un'inchiesta politica del 1798 et Enti locali et stato in Italia sotto Napoleone. Repubblica e Regno d'Italia (1802-1814)* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 358 | octobre-décembre 2009, mis en ligne le 29 juillet 2010, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11584> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11584>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Emanuele PAGANO, *Pro e contro la Repubblica. Cittadini schedati dal governo cisalpino in un'inchiesta politica del 1798 et Enti locali et stato in Italia sotto Napoleone. Repubblica e Regno d'Italia (1802-1814)*

Milan, Unicopli, 2000, 216 p., ISBN 88-400-0649-4, 14,46 € et Rome, Carocci, 2007, 325 p., ISBN 978-88-430-4310-1, 28,50 €.

Maria Pia Donato

RÉFÉRENCE

Emanuele PAGANO, *Pro e contro la Repubblica. Cittadini schedati dal governo cisalpino in un'inchiesta politica del 1798*, Milan, Unicopli, 2000, 216 p., ISBN 88-400-0649-4, 14,46 €.

Emanuele PAGANO, *Enti locali et stato in Italia sotto Napoleone. Repubblica e Regno d'Italia (1802-1814)*, Rome, Carocci, 2007, 325 p., ISBN 978-88-430-4310-1, 28,50 €.

- 1 Par ses recherches, Emanuele Pagano a considérablement contribué à une meilleure connaissance des transformations institutionnelles et des dynamiques socio-politiques de la Lombardie et de l'Italie septentrionale à l'époque révolutionnaire et napoléonienne, particulièrement en portant attention à la ville de Milan, à laquelle était consacrée son importante monographie *Il comune di Milano nell'età napoleonica (1800-1814)* de 1994 (rééd. 2002).
- 2 C'est également sur Milan et sur la République Cisalpine que porte *Pro e contro la Repubblica*. Le volume est en grande partie consacré à la publication intégrale d'un

document de grand intérêt, une enquête réalisée par le gouvernement républicain au début de 1798 sur l'esprit public de la nation, les talents des fonctionnaires publics et les inclinations politiques des citoyens. Pagano en tire une analyse socio-professionnelle ponctuelle, par laquelle il dresse le portrait collectif des républicains et, dans une moindre mesure, des anti-révolutionnaires : un portrait nuancé, qui révèle les divisions des classes sociales et des groupes professionnels dans la capitale et les départements. L'auteur remarque en particulier l'ambivalence des hommes insérés dans les rangs de la bureaucratie, dont les sentiments politiques apparaissent ambigus et contrastés aux jeux des fonctionnaires chargés de mener l'enquête (p. 94-95). Le portrait, toutefois, reste parfois quelque peu sans profondeur ; par moment, on aurait souhaité une mise en perspective, à la fois diachronique et comparative, ainsi qu'une plus explicite contextualisation de l'enquête elle-même dans le cadre de l'évolution politique de la France et de l'Italie de l'époque directoriale, et de leurs rapports ambigus et contrastés.

- 3 De plus ample envergure est le deuxième volume dont il est question ici, *Enti locali et stato in Italia sotto Napoleone*. Dans ce volume de 2007, Pagano reprend en un ensemble cohérent plusieurs articles qu'il a consacrés au fil des années à l'étude de l'administration et de la fiscalité à l'époque républicaine et impériale, et revient aussi par une autre voie sur la question de la bureaucratie et des bases sociales du régime napoléonien en Italie du Nord.
- 4 L'ouvrage est composé de trois parties, qui ouvrent un jeu d'échelle qui va de l'administration centrale à celle des municipalités mineures et qui permettent à l'auteur d'éviter une modélisation abstraite pour dévoiler plutôt la complexité des réalités locales dans leur spécificité historique.
- 5 Le but est de retracer la modernisation de l'administration par une analyse vue d'en bas, susceptible de mesurer les originalités de la réalité italienne par rapport à la France. Pagano – anticipons ses conclusions – se fait partisan d'une interprétation de l'époque française comme moment d'accélération de la transformation de l'appareil étatique vers sa forme moderne, sur le plan formel et juridique comme dans ses pratiques administratives. Les institutions françaises représentent une innovation radicale, qui reprend les éléments de rationalisation déjà introduits par le réformisme des Habsbourg, notamment sous Joseph II, dans une nouvelle configuration à la fois rigide et ordonnée et assez souple pour des ajustements aux rapports de force particuliers. En d'autres termes, la période consulaire et impériale (qui fut, il ne faut pas l'oublier, la première occasion pour une vaste unification territoriale de l'Italie nord-orientale) constitua un passage crucial vers ce que l'historiographie, spécialement italienne, considère comme l'« État administratif » du XIX^e siècle, dans lequel le politique coïncide avec l'action des appareils étatiques et l'action de l'exécutif (p. 67).
- 6 Tout au long du volume, on isole deux terrains d'enquête privilégiés par Pagano : le personnel administratif et la gestion de la fiscalité générale et municipale. La prosopographie des fonctionnaires de haut rang (ceux des *Consiglio di Stato* et *Consiglio degli Uditori*, la magistrature de contrôle comptable) et de rang moyen (préfecture et sous-préfectures de département, abordées par le cas du département du Reno), ainsi que l'analyse des *career patterns*, des fonctions, des activités et des émoluments mettent bien en lumière les continuités et, dans une plus large mesure, les innovations de l'époque française dans la construction d'une bureaucratie moderne jouissant d'une relative

autonomie, dont bénéficiera l'État autrichien restauré en 1815 dans une partie des territoires de l'ancien royaume d'Italie.

- 7 Mais c'est l'analyse de la fiscalité, surtout celle des grandes et petites municipalités (largement sous-exploitée par l'historiographie traditionnelle), qui fournit à l'auteur les éléments les plus intéressants et convaincants à l'appui de son interprétation. En dépit d'une économie de guerre dont firent surtout les frais les Républiques sœurs et ensuite les royaumes satellites de la France, et en dépit des compromis et des aléas d'une situation politique souvent perturbée, les outils fiscaux de l'État dans ses articulations centrales et périphériques sont porteurs d'une innovation qui ne se borne pas à la rationalisation mais génère des idéaux et des besoins sociaux nouveaux (instruction, santé, loisirs, police, etc.). Par le levier fiscal, la ville en est à la fois l'instrument et le récipient, le lieu où, certes, s'expriment les tensions et les résistances, mais où s'élaborent aussi des appartenances civiles et politiques plus modernes ; elle sort donc « éprouvée mais profondément rénovée » de l'expérience napoléonienne (p. 173).
- 8 Un discours analogue s'applique aux groupes socio-professionnels. Le fisc dessine non seulement le profil du citoyen-contribuable sur lequel se fondent les régimes censitaires après l'an III, mais il joue également un rôle décisif dans l'évolution de catégories professionnelles en parallèle à la réforme du système universitaire, comme le montre l'étude de la taxe sur les professions libérales (chapitre 8.2).
- 9 Les sources fiscales permettent par ailleurs d'aborder de nombreuses questions, dont la politique, en l'occurrence la question de la stabilité du régime napoléonien et l'attitude des populations à son égard. Vieille question, dira-t-on, à laquelle Pagano donne une réponse nuancée : si la très lourde pression fiscale et les méthodes oppressives de prélèvements furent sans aucun doute un des motifs de désaffection, voire de refus, l'opposition ne réussit jamais à se coaguler en un véritable projet politique et militaire. Tous comptes faits, le régime napoléonien se montre selon l'auteur relativement solide et en bonne santé jusqu'à sa fin, ou presque (p. 222-223). Pagano ne passe pas sous silence les révoltes et les violences populaires qui marquèrent les années françaises, mais invite à les remettre en perspective en prenant en compte d'autres facteurs que la simple pression fiscale. Dans ce dessein, il mobilise une source très intéressante, de nature mi-fiscale et mi-policière, les statistiques des délits dressées par le Ministère de l'Intérieur à Milan sur la base des relations des préfets et envoyées à Paris chaque année ; dans un passage qui est l'un des plus originaux de l'ouvrage (p. 215-222) l'auteur en croise les données avec d'autres sources disponibles pour une analyse fine des variables territoriales des phénomènes de rejet, qui allèrent de la simple fraude fiscale à la révolte armée.
- 10 Il s'agit donc d'une contribution précieuse, souvent originale et innovante, qui s'inscrit de plein droit dans une historiographie florissante qui, par l'œuvre d'une génération relativement jeune de chercheurs comme Pagano lui-même, a rénové en profondeur la connaissance de la période révolutionnaire et impériale en Italie, surtout dans l'Italie du Nord. Un léger flottement interprétatif entre les différentes parties, et quelques passages moins convaincants en ce qui concerne l'évolution des provinces, l'impact des réformes de Joseph II et leur relation avec le système introduit par les Français (chapitre 3.1) n'enlèvent rien à l'intérêt du livre. Si l'on peut adresser une remarque critique à Pagano, je soulignerais une certaine sous-évaluation de la violence de la lutte politique qui eut lieu autour des questions fiscales au sein des élites dirigeantes ; la

question aurait pu intégrer de façon fructueuse l'étude des fiscalités et de l'administration. Une lecture comme celle de Pagano, qui privilégie la dimension institutionnelle et sociale, est moins sensible à l'histoire politique, surtout à une histoire politique presque impalpable comme fut à plusieurs égards celle des États annexés à l'empire français. Pourtant, comme le révèlent aussi certaines des sources mobilisées par l'auteur, dès la République Cisalpine (et un phénomène analogue est visible dans d'autres régions, comme la République Romaine), et à mesure que les autres formes d'action politique devenaient impraticables en droit ou en fait, les finances restèrent à peu près le seul terrain sur lequel les (anciens) « patriotes » et/ou les modérés – parfois dans des alliances improbables qui auraient été par la suite mal comprises par l'historiographie patriotique nationaliste du XIX^e siècle – s'efforcèrent de mener à bien un projet politique qui, pour les uns comme pour les autres, quoique avec des visions de la société différentes, impliquait la stabilisation du régime et sa défense, même contre une France trop exigeante.